

parler des profits qui permettraient d'acheter l'épicerie, de rembourser l'emprunt contracté auprès de la commission des prêts aux pêcheurs ou de la banque locale pour acheter le bateau.

C'est un sujet qui m'est cher, madame la Présidente. Vous le savez, j'en parle à la Chambre depuis un certain temps et je suis convaincu que vous ne serez pas surprise que j'en parle tant et aussi longtemps que je n'aurai pas obtenu l'attention du gouvernement.

Il est vrai, et je suis le premier à le reconnaître—je remercie même publiquement le ministre—qu'après des mois de sermons au ministre et à ses collègues, le gouvernement a pris un semblant de mesure en présentant un programme qui aidera un peu les gens des collectivités qui dépendent de la pêche hauturière, les pêcheurs, les travailleurs d'usines et les industries de base de collectivités comme Gaultois et Grand Bank.

J'avais posé la question il y a quatre mois et à ce jour, le ministre n'a pas encore répondu au cri désespéré des habitants de ces collectivités. J'ai parlé de la situation plus tôt à la Chambre aujourd'hui. Hier, j'ai posé au ministre des Pêches une question sur le sujet.

• (1805)

La question est simple et la solution est aussi très simple. Voici la question: Que ferez-vous pour aider ces gens qui, sans responsabilité de leur part, se retrouvent sans revenus? D'autres qu'eux ont épuisé les stocks. La surpêche par les étrangers a épuisé les stocks. Les Français qui pêchent dans la zone 3PS ont épuisé les stocks.

Ces gens ne peuvent pas prendre le poisson deux fois. Ils ne peuvent pas prendre le poisson qui a été pris par d'autres.

Ils sont bien pris, quoi. Devraient-ils abandonner leur collectivité, leur mode de vie, leurs parents et amis, leurs voisins, leur foyer, leurs biens, faire leurs valises et aller s'installer à Fort McMurray, Cambridge ou Toronto, en Ontario? Non, ce n'est pas la solution.

La solution nous saute aux yeux. Il s'agit d'aider financièrement ces gens à traverser cette crise. Ils ont connu la prospérité jusqu'il y a un an environ et ils doivent voir de meilleurs jours à l'avenir. Le gouvernement nous assure que les stocks seront rétablis d'ici trois, quatre ou cinq ans. Gardons donc ces gens chez eux où ils peuvent faire

ce qu'ils savent faire de mieux, c'est-à-dire s'adonner à la pêche.

À cette fin, il nous faut un programme d'aide aux pêcheurs pour aider les gens de Piccadilly, de Lourdes et des autres endroits de la péninsule Port-au-Port, de la côte sud-ouest, de la baie Fortune et de la baie de Plaisance. Le gouvernement n'a pas encore offert un tel programme. Ces gens souffrent aujourd'hui. Le ministre pourrait alléger leurs maux d'un trait de plume s'il voulait faire preuve d'un peu d'humanité en établissant un programme, au lieu de me donner de mesquines réponses partisanses comme il le fait depuis un jour ou deux. Ce n'est pas digne de lui.

Il se montrerait à la hauteur s'il intervenait demain à la Chambre pour reconnaître le triste sort de ces gens et pour s'engager au nom du gouvernement du Canada à y remédier. Qu'il se montre un homme. Qu'il vienne au secours de ces gens maintenant, pendant qu'il est encore temps.

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente, je me réjouis de l'occasion qui m'est offerte de développer la réponse donnée au député par le ministre du Commerce extérieur au nom du ministre des Pêches et des Océans.

Le gouvernement est parfaitement conscient des conditions qui règnent dans toutes les pêcheries de l'Atlantique. Les pêches d'hiver pour 1989-1990 dans la division 3PS de l'OPANO au large de la côte sud de Terre-Neuve ont été désastreuses. Les prises débarquées n'atteignent que 50 p. 100 de la moyenne de 1985-1987 pour la région. Les représentants des ministères des Pêches et des Océans et de l'Emploi et de l'Immigration prennent actuellement les mesures nécessaires pour venir en aide aux travailleurs des usines de transformation du poisson de cette région victimes de ces mauvaises pêches.

Le gouvernement fédéral a pris des engagements formels à l'égard des habitants du Canada atlantique. Il s'inquiète des conditions à court terme comme à long terme qui influent sur l'industrie de la pêche. Dans la plupart des pêcheries de l'Atlantique, bien trop de gens dépendent de la pêche pour pouvoir en tirer raisonnablement leur subsistance. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de diversifier les économies locales en dehors de l'industrie de la pêche et nous avons étudié d'autres mesures d'adaptation qui contribueraient à une capacité